

ACTION URGENTE

DES MANIFESTANT·E·S ONT ÉTÉ BLESSÉS ET TUÉS DANS LE CADRE D'UNE RÉPRESSION VIOLENTE

Une crise politique de longue date a plongé le Pérou dans un cycle de violence caractérisé par diverses violations des droits humains, en particulier contre des manifestant·e·s à Lima et dans d'autres grandes villes. Cette crise politique s'est intensifiée lorsque le président de l'époque, Pedro Castillo, a annoncé la dissolution du Congrès national le 7 décembre. Des actions de protestation et des flambées de violence continuent à se répandre dans le pays, en signe de protestation contre le Congrès et les nouvelles forces politiques en place. À ce jour, selon le bureau du médiateur, sept personnes, dont deux adolescents, ont été tuées par balle et des dizaines de manifestants et journalistes ont été blessés. La présidente doit mettre fin à tous les cas de recours excessif à la force contre des manifestant·e·s, utiliser toutes les ressources disponibles afin de protéger la vie et l'intégrité des personnes blessées, apporter aux familles des victimes le soutien dont elles ont besoin, collaborer avec les services concernés afin de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les allégations de violation des droits humains dans le contexte de la crise actuelle.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Dina Ercilia Boluarte Zegarra
Jr. De la Unión S/N,
cuadra uno Lima -
Lima 15001, Pérou
dboluarte@presidencia.gob.pe

Madame la Présidente,

Je vous écris afin de vous faire part de la profonde inquiétude que m'inspire la violence accrue visant les manifestant·e·s au Pérou, notamment le recours excessif à la force par les forces nationales de sécurité.

En prenant pour cible des personnes ayant exprimé leur mécontentement face à la crise politique actuelle, la réaction du gouvernement a été abusive, disproportionnée et excessive envers les manifestants, et le pays est entré dans une dangereuse spirale de la violence.

Je vous exhorte à mettre fin aux mesures répressives prises contre les manifestant·e·s, en mettant dans les faits les droits humains et le dialogue au cœur des solutions visant à résoudre la crise dans le pays. Comme vous le savez, la force ne doit être utilisée que si cela est strictement nécessaire, d'une manière proportionnée et ayant un but légitime. Tout recours à la force doit ensuite donner lieu à un processus de reddition des comptes. Dans les situations de violence, les forces de sécurité doivent limiter ce genre de réaction aux personnes responsables de troubles ou mettant en péril la vie et l'intégrité d'autrui.

En votre qualité de commandante en chef, vous avez le pouvoir de prévenir une nouvelle escalade de la violence, de véritablement marquer le début d'une nouvelle ère pour le pays, et de respecter les obligations du Pérou en matière de droits humains, en vertu du droit international.

Je vous exhorte à essayer de nouer le dialogue et à mettre immédiatement un terme à l'ensemble des actes violents perpétrés par les forces nationales de sécurité. Cela suppose dans les faits de mettre un terme à tout recours excessif à la force contre les manifestant·e·s, en utilisant toutes les ressources à disposition afin de protéger la vie et l'intégrité des personnes blessées, de fournir le soutien nécessaires aux familles de victimes, et de collaborer avec les services concernés afin de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les allégations de violation des droits humains dans le contexte de la crise actuelle.

Sincères salutations

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Une crise politique de longue date a plongé le Pérou dans un cycle de violence caractérisé par diverses violations des droits humains, en particulier contre des manifestant-e-s à Lima et dans d'autres grandes villes. Cette crise politique s'est intensifiée lorsque le président de l'époque, Pedro Castillo, a annoncé la dissolution du Congrès national le 7 décembre 2022. Le Tribunal constitutionnel et le Congrès ont rejeté cette décision, et Pedro Castillo a été arrêté le jour même. La vice-présidente, Dina Boluarte, a prêté serment peu après et les autorités locales l'ont officiellement reconnue comme leur nouvelle commandante en chef.

Des manifestations et des flambées de violence, en signe de protestation contre le Congrès et les nouvelles forces politiques en place, continuent à survenir dans le pays. À ce jour, selon le bureau du médiateur, sept personnes - dont deux adolescents - ont été tuées par balle et des dizaines de manifestants et journalistes ont été blessés. Cette information a été relayée par de nombreux médias.

Romario Quispe Garfias, 18 ans, et un autre garçon âgé de 15 ans ont été tués le 11 décembre à Andahuaylas, une ville du sud du Pérou, tandis que les médias ont signalé que deux autres personnes sont mortes lors de manifestations. Des dizaines de personnes civiles et de membres de la police ont par ailleurs été blessés par balle et par des objets contondants.

Par ailleurs, l'[Association nationale des journalistes du Pérou a recensé des attaques contre 21 journalistes](#) à Lima, Apurímac, Huaura, Arequipa et Puno, alors qu'ils couvraient les manifestations entre les 7 et 11 décembre. Amnesty International a reçu des informations relatives à d'autres événements lors desquels le climat de violence a entravé la pratique du journalisme et mis en péril le droit d'informer et d'être informé. Les violences vont d'un recours excessif à la force par la police nationale à des agressions commises par des manifestant-e-s, en passant par des insultes et des tentatives de priver des journalistes de leur équipement professionnel.

[Amnesty International a confirmé l'authenticité d'images montrant des policiers tirant des grenades lacrymogènes de très près en direction de corps de manifestant-e-s à Plaza San Martín à Lima](#). La force ne doit être utilisée que si cela est strictement nécessaire et proportionné, et dans un but légitime. Tout recours à la force doit ensuite donner lieu à un processus de reddition de comptes. Dans les situations de violence, les forces de sécurité doivent limiter cette réaction aux personnes responsables de troubles ou mettant en péril la vie et l'intégrité d'autrui.

Amnesty International rappelle aux autorités qu'une manifestation ne perd pas son caractère pacifique même si certains individus se rendent sporadiquement responsables d'actes illégaux. Par conséquent, le respect, la garantie et la protection des droits fondamentaux des personnes manifestant de manière pacifique ne doivent pas s'en trouver diminués. Les forces de sécurité doivent par ailleurs privilégier des solutions pacifiques face à la situation et s'abstenir d'utiliser la force d'une manière qui soit contraire aux normes internationales.

Les autorités péruviennes doivent mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, indépendante et impartiale, sur toutes les allégations de violations des droits humains dans le contexte de la crise actuelle. Amnesty International déplore en particulier que la Loi n° 3110 relative à la protection policière, en vigueur depuis mars 2020, permette qu'un recours excessif à la force par la police nationale reste impuni, ce qui est contraire aux obligations du Pérou en vertu du droit international.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol. Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 14 février 2023
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : [Groupe] (ils)